

Laurence BIARD
Directrice des Achats GHT

Richard FRAS
Responsable du département
Achats Généraux du GHT

Cellule des Marchés Publics
02.32.73.35.19
cellule.marchespublics@ch-
havre.fr

Affaire suivie par :
Affaire suivie par :
Antje GRUND
Acheteuse
02 32 73 30 51

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES
COURANTES ET DE SERVICES**

**FOURNITURE ET LIVRAISON DE
FRUITS ET LEGUMES FRAIS
POUR LES ETABLISSEMENTS DE
SANTÉ DU GROUPEMENT
HOSPITALIER DE TERRITOIRE**

Numéro de la consultation : 25DAHL033

PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Selon les articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES (CCAP)**

Article 1 GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal du Pays des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD La Belle Etoile
- EHPAD Les Escalles.

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *l'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions du code de la commande publique,
- est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

Article 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

Dénomination : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE	Direction : Direction des Achats du GHT
Adresse Siège social : 55 Bis Rue Gustave Flaubert BP 24	CP : 76 083
Localité / Ville : LE HAVRE	Pays : France
Téléphone : 02.32.73.35.19	Télécopieur : 02.32.73.44.18
Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) : cellule.marchespublics@ch-havre.fr	SIRET : 267 601 714 000 12

Article 3 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

3.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la fourniture et la livraison de fruits et légumes frais issus de l'agriculture conventionnelle et biologique pour le Groupement Hospitalier de L'Estuaire de la Seine.

3.2 Nomenclature européenne

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

03221200-8	Légumes – fruits
------------	------------------

3.3 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'un appel d'offre ouvert, en application des articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

3.4 Forme du marché

L'accord-cadre est multi-attributaire, avec un maximum en montant de 1.500.000 € pour sa durée globale en application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique. 3 prestataires maximum seront retenus, si le nombre d'offres reçues le permet. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retenir moins de 3 titulaires

L'accord cadre donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions prévues aux articles R.2162-7 et R2162-10 du Code précité

Les marchés subséquents qui seront passés sur la base de cet accord-cadre seront précédés d'une mise en concurrence organisée entre les titulaires de l'accord-cadre lors de la survenance du besoin.

Les marchés subséquents qui seront conclus sur la base de l'accord-cadre seront exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

La gestion des marchés subséquents (mise en concurrence, attribution, exécution) relève de la responsabilité de chaque établissement support et partie du GHT pour ses besoins propres.

A titre indicatif, les établissements ont consommé au cours de l'exercice budgétaire précédent :

	GH Havre (sans cafétéria)	CH Fécamp	CH St Romain	CH Pt Audemer
Montant maxi HT	179.500 €	86.500 €	6.500 €	9.500 €

3.5 Etablissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution

Cette procédure d'achat concerne les établissements du groupement hospitalier de territoire suivants :

- le Groupe Hospitalier du Havre ;
- le Centre Hospitalier Intercommunal du Pays des Hautes Falaises (Fécamp) ;
- le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer) ;
- le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc.

Cependant, le périmètre de la prestation ou des fournitures pourrait être étendu par voie d'avenant à un des établissements partie ou à l'ensemble du GHT si de nouveaux besoins apparaissaient en cours de marché.

Lieux d'exécution : Les établissements de santé sont composés de nombreux sites. Le marché dans son ensemble peut être exécuté dans différents services, y compris sur les sites annexes des établissements suivants :

- le Groupe Hospitalier du Havre ; (cafétéria incluse)
- le Centre Hospitalier Intercommunal du Pays des Hautes Falaises (Fécamp) ;
- le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer) ;
- le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc.

3.6 Décomposition

3.6.1 Allotissement

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement. La dévolution en lots séparés risque de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations ;

3.6.2 Tranches optionnelles

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches optionnelles.

3.6.3 Option

Il n'est pas prévu d'option.

3.6.4 Variante

En application des dispositions de l'article R. 2151-8 du Code de la Commande Publique, aucune variante n'est autorisée par le pouvoir adjudicateur.

4 DURÉE DU MARCHÉ

4.1 Dans le cadre de l'accord cadre

Le marché prend effet à compter du 01/01/2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure et pour une période de **12 mois**.

Toutefois, le marché pourra être reconduit **3** fois pour une période de **12 mois** par tacite reconduction conformément à l'article R 2112-4 du Code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où le Groupement Hospitalier de Territoire ne souhaite pas que le marché soit reconduit, un courrier recommandé avec accusé de réception sera adressé aux titulaires au moins un mois avant la fin de la période en cours.

4.2 Dans le cadre de marchés subséquents.

La durée des marchés subséquents seront définis par les établissements lors de la survenance du besoin et dans le cadre du présent article 6. Les délais d'exécution se réalisent au fur et à mesure des besoins exprimés sous forme d'un bon de commande.

Les marchés subséquents pourront être lancés pendant toute la période de validité de l'accord-cadre. Les délais d'exécution des marchés subséquents ne pourront excéder une période de 5 mois à compter de la date de fin de l'accord-cadre

5 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

5.1 Dans le cadre de l'accord cadre

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes éventuelles (dont le bordereau de prix) dûment signés par le titulaire, dont l'exemplaire unique certifié conforme peut former titre en cas de nantissement ;
- Le cas échéant, les documents relatifs à la mise au point du marché ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques (CCTP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Les avenants éventuels ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics **de fournitures courantes et services** (CCAG-FCS) en vigueur lors de la remise des offres ;
- Le mémoire technique de l'offre du titulaire (y compris les fiches techniques des produits) ;

5.2 Dans le cadre des marchés subséquents

- L'acte d'engagement valant marché subséquent : le bordereau de prix et l'annexe 2 au CCTP avec les conditions de livraison et de remplacement complétés, ainsi que les bons de commande s'y rapportant ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à l'accord-cadre et aux marchés subséquents et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à l'accord-cadre et aux marchés subséquents et ses annexes ;

- L'offre technique et financière établie par le titulaire et notamment le bordereau de prix (devis);
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Les bons de commande au fur et à mesure de leur émission.

6 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ : REMISE EN CONCURRENCE ET MARCHES SUBSEQUENTS

Les correspondances, réunions et discussions relatives à l'accord-cadre et aux marchés subséquents se dérouleront en français ; il appartiendra au titulaire de désigner, pour l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

Lorsque la remise en concurrence est organisée au moment de la survenance d'un besoin, seuls seront consultés les titulaires de l'accord cadre. Une remise des offres sera alors organisée suivant les besoins identifiés et dans un délai de mise en concurrence raisonnable.

6.1 Remise en concurrence

Le nombre et la durée des marchés subséquents sont fixés par chaque établissement et des lieux concerné par la consultation en fonction de la survenance des besoins.

Pour les produits, les catégories, origines et calibres, chaque établissement procédera à une remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre.

Les titulaires de l'accord-cadre seront remis en concurrence et remettront leur offre, par l'envoi d'un email avec accusé de réception et/ou télécopie avec accusé de réception qui précisera les délais et les conditions de remise des offres :

- La référence de l'accord-cadre ;
- Le nombre de titulaires retenus
- Les conditions logistiques souhaitées : le ou les lieux de livraison (adresse de livraison), la période de début et de fin de livraison si plusieurs jours de livraison sont demandés, les horaires de livraison souhaités, les conditionnements particuliers ; etc.
- Le type d'approvisionnement souhaité : Agriculture Conventionnelle ou Biologique
- La périodicité de révision des prix le cas échéant (cf. 7.3 du présent CCAP)
- Le pouvoir adjudicateur pourra préciser selon son besoin :
 - o Type de Produit
 - o Variété et particularité, ainsi que le label (ex : AOC, AOP, IGP, etc.) le cas échéant
 - o Origine
 - o Code Calibre
 - o Catégorie
 - o Type Conditionnement demandé
 - o Unité de commande
 - o Unité de facturation
 - o La date prévisionnelle de consommation
- La quantité prévisionnelle indicative sur la période pour les établissements pouvant l'indiquer
- La date et l'heure de remise des offres.

Le délai de validité des offres de chaque marché subséquent est fixé à 120 jours maximum à compter de la date limite de remise des offres.

Seules les offres remises au plus tard à la date et à l'heure limites indiquées lors de la remise en concurrence et qui respectent les prescriptions seront considérées.

Toute négociation est exclue lors de la passation des marchés subséquents.

6.2 Processus et modalités d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre.

Les dits titulaires doivent impérativement déposer une offre à chaque remise en concurrence préalable, dans les conditions définies ci-dessous.

Dans le cas d'un marché subséquent d'une durée supérieure à une semaine, et afin de fluidifier et de simplifier la communication et le fonctionnement opérationnel de la remise en concurrence, il sera demandé aux titulaires, à l'issue d'une première remise en concurrence, **d'actualiser leur offre de manière automatique en fonction des périodicités précisées dans chaque marché subséquent.**

Chaque titulaire devra transmettre le BPU (et sa grille de tarifs et les promotions en cours) selon la périodicité définie et à une date établie dans chaque marché subséquent.

Exemple du processus : Marché subséquent avec remise en concurrence et actualisation automatique des prix de l'offre :

Processus Période 1:

- **1ère étape :** Envoi du bordereau de consultation (demande de devis, format Excel, quantités estimatives) par mail aux titulaires de l'accord cadre par les établissements.

L'établissement devra alors préciser la périodicité ; le jour et l'heure souhaités de réception des offres actualisées (devis).

- **2ème étape :** Retour par mail (les adresses mails seront adressées avant la mise en place du marché subséquent par chaque établissement) des offres de chaque candidat avec le BPU (devis, sous format Excel avec quantités estimatives) pour la périodicité dûment complétée et transmis par les candidats à l'établissement.
- **3ème étape :** Les candidats seront informés par mail, de l'issue de la remise en concurrence.
- **4ème étape :** Les commandes seront faxées ou envoyées par mail au(x) candidat(s) retenu(s)
- **5ème étape :** Les livraisons débuteront selon les conditions fixées par le bon de commande.

Processus Période 2 et suivantes:

- **1ère étape :** Envoi des offres actualisées BPU selon la périodicité (devis sous format Excel et sa grille de tarifs et les promotions en cours) par les titulaires du marché subséquent par mail à l'établissement.
- **2ème étape :** Les commandes seront faxées ou envoyées par mail au(x) candidat(s) retenu(s).

Et ainsi de suite jusqu'au terme du marché subséquent défini par le pouvoir adjudicateur.

6.2.1 Attribution critère et pondération dans le cadre des marchés subséquents

Le marché subséquent est attribué après décision de l'établissement concerné selon les modalités ci-dessous:

Les offres pourront être évaluées et attribuées selon 2 modalités :

- Soit une attribution pour la globalité de l'offre (meilleure offre pour la somme des prix de l'ensemble des lignes de produits demandés lors du marché subséquent).
- Soit une attribution par ligne de produits (meilleure offre de prix pour et par ligne de produit demandé).

L'offre la plus avantageuse sera appréciée sur la base du critère économique suivant et de la disponibilité des produits :

- Prix - pondération : 100%

L'analyse des offres au regard du critère « Prix » sera appréciée selon le calcul suivant :

- Prix = somme des montants par article : Quantité prévisionnelle pour chaque référence (ligne de produit) inscrite à la remise en concurrence x le prix proposé par le candidat.

Après vérification, les fournisseurs seront classés dans l'ordre du moins cher au plus cher, soit dans la globalité des lignes de produits, soit par ligne de produit.

Le mieux classé aura la note de 100 par défaut, la note des fournisseurs suivants est calculée par rapport à la meilleure offre.

En application des articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique, et si une offre apparaît anormalement basse, l'acheteur peut la rejeter par décision motivée, après avoir demandé par écrit les précisions qu'il juge opportunes et vérifier les justifications fournies.

Les titulaires de l'accord-cadre non retenus sont informés par décision de l'établissement concerné, du résultat de la remise en concurrence. Cette information pourra être effectuée par mail avec demande d'accusé de réception.

Chaque marché subséquent sera constitué de la proposition du titulaire « bordereau de prix » et du ou des bon(s) de commande s'y rapportant. Le cas échéant, et selon la durée du marché subséquent, un acte d'engagement peut être établi. Les pièces administratives et techniques de l'accord-cadre, CCAP et CCTP, demeurent communes à l'ensemble des marchés subséquents.

6.3 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont précisés dans les bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur sur la base de l'engagement pris par le titulaire dans son offre.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Dans le cas où le produit ferait l'objet d'une rupture de stock, le titulaire informera le demandeur dans les plus brefs délais par téléphone ou par mail.

6.4 Emission des bons de commande

Le marché subséquent s'exécute au moyen de bons de commande où sont stipulés les heures et le lieu de livraison des marchandises.

Les bons de commandes seront notifiés par les établissements de santé du GHT au fur et à mesure des besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- La désignation de la fourniture (nature du produit) ;
- La quantité commandée ;
- Le prix d'engagement correspondant au prix du marché ;
- Le lieu et la date (ou délai) de la livraison souhaités ;
- le code service relatif à la facturation via Chorus Pro.
- **La date prévisionnelle de consommation.**

Les titulaires du marché s'engagent à respecter la **date prévisionnelle de consommation** afin d'optimiser la qualité organoleptique des aliments. Les fruits et légumes objet du bon de commande devront arriver à maturité à la date prévisionnelle de consommation.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Un accusé réception de la commande est à envoyer systématiquement par fax ou par mail à l'établissement de santé concerné indiquant la date de livraison prévue.

Lorsque le pouvoir adjudicateur est amené à suspendre une facture, le titulaire ne peut opposer un refus d'exécution sur les commandes en cours ou à venir. Un refus d'exécution expose le titulaire aux sanctions contractuelles prévues, telles la résiliation ou l'exécution aux frais et risques de ce dernier.

6.5 Minima de commande et frais de port

Les commandes sont honorées par le(s) titulaire(s) **sans minimum imposé, ni en volume ni en coût**, aux établissements du GHT adhérents au marché.

Les prix s'entendent marchandises rendues **franco de port et d'emballage** dans les locaux précisés sur le bon de commande quel que soit le montant de la commande.

6.6 Livraisons

6.6.1 Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Le titulaire du marché est déclaré responsable des marchandises jusqu'à leur réception par les établissements. Les avaries, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous sa responsabilité exclusive.

Le transport doit être effectué dans les conditions prévues par l'arrêté du 2 février 2015 portant (JORF du 11/02/2015) et le règlement sanitaire départemental.

Conformément au CCTP de la présente consultation, le soumissionnaire devra mentionner dans son mémoire technique sa capacité à livrer la totalité des produits dans le conditionnement souhaité par le pouvoir adjudicateur.

6.6.2 Conditions de livraisons

Afin de préserver et d'optimiser la qualité organoleptique des produits objet de la présente consultation, les titulaires de l'accord cadre s'engage à effectuer la livraison des marchandises dans le respect des normes en vigueur applicables et en optimisant les conditions de transport pour l'ensemble des produits prévus au marché.

Le livreur devra rester sur place le temps de contrôle de la marchandise livrée. En cas de départ de celui-ci, l'établissement de santé concerné se réserve le droit de déclarer des litiges de livraisons au titulaire, systématiquement pris en charge financièrement par le fournisseur, sans aucune réclamation possible.

Les livraisons doivent être conformes aux commandes et exécutées à la date et aux heures d'ouverture précisées par la commande correspondante, et au lieu indiqué préalablement.

L'adresse, et les conditions de livraison souhaitées seront précisées par les établissements dans chaque remise en concurrence.

• Délais de livraison

Le titulaire du marché s'engage à livrer la fourniture, objet d'un bon de commande, dans le délai maximum indiqué dans l'acte d'engagement (annexe 2 au CCTP). Ce délai s'impose à lui, en cas de non-respect il se verra appliquer des pénalités de retard (cf. article 12.1 pénalités du présent CCAP).

6.6.3 Bon de livraisons :

Chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison où sont précisés :

- le nom du titulaire du marché et son adresse
- la date de livraison
- la référence de la commande
- la quantité et la référence du produit livré
- le nom de la personne ayant réceptionné la livraison
- le prix unitaire H.T. & T.T.C. et le montant total H.T. & T.T.C.

Chaque bon de livraison est établi en deux exemplaires, un bon sera restitué signé par le magasinier au livreur où seront portées les anomalies constatées.

Le règlement du prestataire sera conditionné par la remise de ce document annoté si nécessaire.

Toutes livraisons non accompagnées d'un bon de livraison comportant ces renseignements obligatoires seront refusées.

6.7 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

6.8 Définition de la fourniture

Les caractéristiques techniques des fournitures et des produits sont précisées dans le CCTP.

Les fournitures et les produits les plus couramment usités sont définis dans le bordereau de prix unitaire (BPU).

Les fournitures et les produits, objets du présent marché, pourront être choisis en partie sur le catalogue, obligatoirement fourni avec l'offre du titulaire. Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché.

• Commande catalogue, diversité et saisonnalité des fruits et légumes

Tout au long de l'accord cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à des achats de produits non listés dans le bordereau de prix (variétés, origines, des calibrages différents) dans les mêmes conditions que pour les produits listés au bordereau de prix.

6.9 Vérifications et Admissions

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le représentant de l'établissement de santé au moment même de la livraison de la fourniture (examen sommaire) conformément à l'article 27 du CCAG-FCS.

Les produits devront être conformes aux stipulations du marché.

6.9.1 Résultat des vérifications satisfaisant

Si le résultat des vérifications qualitatives et quantitatives est satisfaisant, l'admission est prononcée séance tenante par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant, qui prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS, sous réserve des vices cachés constatés après réception.

L'admission est matérialisée par un visa ou un cachet apposé par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant sur le bulletin de livraison.

6.9.2 Vérification qualitative non-conforme

Si la fourniture ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché ou à la commande passée dans les conditions prévues au C.C.T.P, elle sera refusée par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant.

Les marchandises refusées devront être retirées immédiatement. À défaut d'enlèvement immédiat, ces marchandises seront retournées en port dû à l'adresse du titulaire du marché. Les établissements membres du GHT déclinent toute responsabilité sur la détérioration, la diminution ou la perte de ces marchandises refusées.

La poursuite de l'exécution des livraisons en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

6.9.3 Vérification quantitative non-conforme

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la quantité commandée, le Pouvoir Adjudicateur peut mettre le titulaire du marché en demeure :

- Soit de reprendre **immédiatement** l'excédent si la livraison dépasse la commande,
- Soit de compléter la livraison, dans le cas contraire, dans les délais qui lui seront prescrits, à concurrence de la quantité totale prévue par le bon de commande.

Ces mesures ne peuvent évidemment s'appliquer que si les quantités commandées sont des multiples des unités de conditionnement prévues au marché.

En cas de non-conformité entre les quantités livrées et le bulletin de livraison, ce dernier et son duplicata sont rectifiés sous la signature des deux parties ou de leurs représentants.

6.9.4 Livraison urgente de remplacement après non-conformité constatée

En cas de non-conformités constatées (quantitatives ou qualitatives), la livraison devra, sur mise en demeure verbale au titulaire du marché ou de son représentant par le pouvoir adjudicateur, être remplacée ou complétée dans le délai de remplacement auquel s'engage le titulaire dans l'annexe 2 au CCTP (pièce jointe de l'acte d'engagement).

En cas de non-respect, il se verra appliquer des pénalités de retard (cf. Article 12.1 pénalités du présent CCAP)

6.10 Présentation de la fourniture à la livraison

6.10.1 Présentation des conditionnements

Lorsque les quantités commandées l'exigent, les livraisons se feront :

- Sur palette, format européen : L 120 cm x 80 cm x h 1m80 maxi, d'un poids maximum de 800 kg. Ce type de palette est souhaité dans un but de normalisation générale du stockage de marchandises
- Livraison multi-produits sur une même palette : les marchandises seront r
-
-
- angées de manière homogène par type de produit
- Les produits fragiles sont toujours stockés au-dessus de la palette
- Poids maximal d'un carton ou d'un conditionnement autre : 20 kg
- Pour faciliter le contrôle à la réception, doivent figurer sur l'une des faces latérales visibles les mentions visées sous la rubrique "Etiquetage".
- Les fruits ne devront pas être livrés sur les mêmes palettes que les légumes **(ce dernier point concerne uniquement le Groupe Hospitalier du Havre (toute livraison au magasin alimentaire – Site Hôpital Jacques Monod))**

6.10.2 Etiquetage – Emballage

Les marchandises seront conditionnées dans des emballages en bon état, sains et très propres. Les emballages sont intacts et exempts de souillures qui n'émettent aucune odeur particulière (de moisi, etc).

Les emballages en bois utilisés pour le conditionnement des fruits et légumes d'origine française seront conformes aux normes AFNOR (NF.H.00.008 – NF.H.03.003 – NF.H.13.006).

Les produits importés doivent être livrés dans les emballages d'origine.

Les emballages seront considérés comme perdus et ne seront pas consignés. Leur réutilisation est interdite.

Les étiquettes apposées sur les emballages des produits d'origine française soumis à la normalisation seront conformes aux normes AFNOR V.02.000.

Elles doivent comporter les indications prescrites par les normes de qualité.

Les mentions obligatoires d'étiquetage selon le guide de l'achat public de fruits, légumes et pommes de terre à l'état frais V 2.0 d'avril 2012 sur les colis sont les suivantes :

- Nature du produit
- Nom de la variété
- Origine du produit pour tous les produits soumis au règlement CE n° 543/2011 (norme générale ou normes spécifiques)
- la référence à l'absence d'OGM (concerne depuis le 1er janvier 2009 les produits contenant moins de 0.1% d'OGM)
- Catégorie de classement, lorsqu'elle existe
- Calibre, le cas échéant
- Identification de l'emballer ou de l'expéditeur en clair ou sous la forme d'une identification symbolique
- Identification du lot (il s'agit le plus souvent du jour de conditionnement)
- La mention ' Traité contre la germination ', le cas échéant, pour la pomme de terre
- Les traitements post-récolte des agrumes.

Pour faciliter le contrôle à la réception, doivent figurer sur l'une des faces latérales visibles les mentions, ci-dessous, à porter lisiblement et de façon indélébile sur les emballages :

- nom de l'article

- référence de l'article
- conditions de stockage
- date de péremption, le cas échéant

6.11 Approvisionnement d'office

En cas de rupture d'approvisionnement, le titulaire doit immédiatement proposer, dans un délai raisonnable, un produit de substitution de qualité équivalente ou supérieure, sans surcoût pour le pouvoir adjudicateur. À défaut, il s'expose à l'application d'une pénalité pour rupture d'approvisionnement et absence de proposition d'un produit de substitution équivalent ou supérieure sans supplément de prix, sauf s'il justifie expressément, preuves à l'appui, de l'impossibilité de substitution en raison de la conjoncture du marché. De plus, le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de procéder à un approvisionnement d'office, aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues ci-dessous.

En cas de manquement du titulaire du marché à livrer l'intégralité des fournitures demandées à la date indiquée sur les bons de commande ou en cas de livraison de produits non conformes aux exigences de qualité ou de quantité, les fournitures manquantes ou non conformes pourront être acquises directement auprès d'autres fournisseurs. Les frais, risques et responsabilités liés à ces achats resteront à la charge du titulaire défaillant, les factures des fournisseurs feront foi.

Les marchandises refusées devront être retirées immédiatement dans les conditions fixées à l'article 6.9.2 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur décline toute responsabilité sur la détérioration, la diminution ou la perte de ces marchandises refusées.

Au cas où il en résulterait une différence de prix au détriment du Groupe Hospitalier, cette différence est mise de plein droit à la charge du Titulaire du marché, et imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué à son profit ou à défaut fera l'objet de l'émission d'un titre de recettes à l'encontre du fournisseur défaillant.

6.12 Suivi des consommations des établissements de santé

Tous les 6 mois, le titulaire du marché transmettra au service économique de chaque établissement un état des consommations par produit et par mois sous format Excel afin que les données puissent être retraitées par l'établissement.

6.13 Confidentialité

Le titulaire est tenu au titre du présent contrat, non seulement à la confidentialité la plus absolue, mais également à la neutralité et à la plus extrême discrétion vis à vis des échanges qui pourraient impliquer des patients et du personnel des établissements.

Tous les renseignements fournis au personnel du titulaire, tous les documents qui lui sont confiés, tous les entretiens auxquels il participe, et mentionnés comme tels, sont considérés comme strictement confidentiels. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation auprès de son personnel.

De son côté, le pouvoir adjudicateur s'engage à garder confidentiels les méthodes, savoir-faire, procès utilisés ou développés par le titulaire dont il pourrait avoir connaissance.

Le règlement européen (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données est opposable au titulaire.

Le titulaire s'engage à accomplir sa mission selon les règles de sa profession. Il s'engage à ne divulguer aucune information sans l'autorisation du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

7 PRIX DU MARCHÉ

7.1 Caractéristiques des prix

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les dépenses, taxes, charges et aléas relatifs à la bonne réalisation du marché à quelque titre que ce soit y compris toutes sujétions particulières découlant de la nature des produits, de lieux de livraisons, les conditionnements, l'emballage, la manutention, l'assurance, le stockage et le transport jusque dans les locaux des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les prix sont indiqués en euros (€) hors taxe et toutes taxes comprises.

En cas de remise promotionnelle, celle-ci s'appliquera automatiquement sans conclusion d'un avenant.

7.2 Prix de référence du marché

Les prix de référence du marché subséquent sont les prix unitaires nets H.T. qui figurent dans le bordereau de prix unitaire du marché subséquent. Les prix sont unitaires appliqués aux quantités réellement livrées.

Les taux de remise consentis par le titulaire sur les prix des articles hors BPU (tarifs des produits figurant au catalogue) lors de la remise de son offre sont indiqués dans le bordereau de prix unitaire. Ces taux de remise sont contractuels et invariables pour la durée du marché subséquent (période(s) éventuelle(s) de reconduction comprise(s)).

7.3 Révision des prix du marché

Les prix sont révisibles lors de la remise en concurrence de chaque marché subséquent. Une fois le marché subséquent conclu, les prix sont réputés être les prix de règlement pour toute la durée du marché subséquent.

Cependant, pour les marchés ayant une durée supérieure à 1 semaine, les révisions de prix de l'offre pourront s'effectuer selon les conditions ci-dessous.

Pour chaque marché subséquent supérieur à une semaine et selon leur durée totale, le pouvoir adjudicateur définira expressément la périodicité de révision des prix lors de la remise en concurrence. Cette périodicité sera définie dans la liste ci-dessous :

- **Une révision hebdomadaire :** Chaque titulaire devra transmettre une fois par semaine (jour à définir par les établissements lors de la remise en concurrence), le BPU du marché subséquent concerné à jour (sa grille de tarifs et les promotions en cours).
- **Une révision mensuelle :** Chaque titulaire devra transmettre une fois par mois (jour à définir par les établissements lors de la remise en concurrence), le BPU du marché subséquent concerné à jour (sa grille de tarifs et les promotions en cours).
- **Une révision trimestrielle :** Chaque titulaire devra transmettre une fois par trimestre (jour à définir par les établissements lors de la remise en concurrence), le BPU du marché subséquent concerné à jour (sa grille de tarifs et les promotions en cours).

8 AVANCE

8.1 Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire selon les modalités de l'article R 2191-3 du Code de la commande publique. L'option B du CCAG-FCS est retenue.

Conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME mentionnée à l'article R. 2151-13, du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5%.

Si le titulaire n'a rien indiqué dans l'acte d'engagement, ou si la réponse n'est pas interprétable, le pouvoir adjudicateur considérera que l'avance n'est pas demandée par le titulaire.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance prévue au Code de la Commande Publique, pour le titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant. Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Les limites fixées dans le Code de la Commande Publique sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur.

Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités prévues dans le Code de la Commande Publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial

8.2 Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 GARANTIES FINANCIÈRES

Aucune clause de garantie ne sera appliquée.

10 ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

11 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

11.1 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché sera financé sur fonds propres et les dépenses seront affectées aux budgets d'exploitation des établissements membres du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Chaque établissement membre du GHT, dans le cadre de l'exécution du marché, sera facturé conformément aux clauses du présent dossier de consultation, et procèdera pour ce qui le concerne au règlement du service fait.

Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable seront réglées soit par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire soit par l'émission d'un titre de recette.

Pour toute question relative au mode de règlement, le titulaire s'adressera directement à l'établissement concerné.

11.2 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG-FCS.

11.3 Dématérialisation des pièces administratives

Conformément à l'article L 2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire du présent marché transmet ses factures sous forme électronique via Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) sous les codes service de chaque établissement membre du GHT (cf. Annexe 1 du CCAP).

11.4 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront établies en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- **le numéro du compte bancaire ou postal,**
- **le numéro du marché,**
- la date de livraison,
- la nature des marchandises livrées et ou les prestations exécutées ;
- le montant hors taxe des produits ou service en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération,
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS, tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- le montant total TTC des produits livrés ou des prestations exécutées,
- la date de facturation,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement, établies après service fait, seront adressées à l'établissement de santé concerné au service demandeur.

En cas de co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
 - Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
 - Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

11.5 Délai global de paiement

Conformément aux articles R 2192-11 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai de 50 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'établissement de santé concerné. Ce délai n'inclut pas le délai bancaire.

Le délai global de paiement peut être suspendu, conformément à l'article R 2192-27 et suivants du code précité, par l'ordonnateur ou le comptable lorsque des informations nécessaires devront être communiquées par le titulaire du marché.

Si un avenant de transfert est en cours de rédaction, le délai global de paiement est suspendu. Cette suspension prend effet de la date de la demande du titulaire du marché jusqu'à la date de la notification de l'avenant de transfert au titulaire du marché.

Conformément aux articles L 2192-12 et suivants du Code précité, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires versés par le pouvoir adjudicateur. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.6 Conditions d'escompte

Le délai de paiement réglementaire est de 50 jours pour les établissements publics de santé. Les fournisseurs sont invités à présenter leurs conditions de paiement anticipé. Ils exposeront quel pourcentage d'escompte peut être appliqué en fonction du délai de paiement à réception de la facture.

12 PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire subira sur ses créances, sans mise en demeure préalable des pénalités exposées ci-dessous sur simple constatation :

12.1 Les pénalités applicables

Motifs	Pénalités
Pénalités pour non réponse à un marché subséquent	A défaut de réponse, l'attributaire encourt une pénalité de 50 euros HT, par absence de réponse à une remise en concurrence.
En cas de rupture et non-proposition d'un produit de substitution de qualité équivalente ou supérieure sans supplément de prix (sauf sur justification expresse et envoi des éléments de preuve au pouvoir adjudicateur d'impossibilité de substitution liée à la conjoncture du marché)	25% du montant HT de la commande concernée
Retard de livraison sur la base de l'engagement du titulaire au titre du marché	Le titulaire encourt une pénalité calculée par la formule $P = (V \times R) / 50$. - P : le montant de la pénalité ; - V : la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ; - R : le nombre de jours de retard
Non-conformité qualitative ou quantitative des articles reçus et ne pouvant faire l'objet d'un refus de l'établissement commandant	25% du montant HT de la partie de la commande concernée sur la base des quantités non conforme
Retard de livraison urgente de remplacement suite à une non-conformité	Le titulaire encourt une pénalité calculée par la formule $P = (V \times R) / 25$. - P : le montant de la pénalité ; - V : la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ; - R : le nombre de jours de retard
Non-respect des conditions contractuelles administratives établies par le présent marché (modalités de facturation, modalité de transmission des révisions de prix,...)	30€ HT par non-respect constaté au-delà des deux premiers constats
Non-respect des conditions logistiques et de manutention : - Non-respect des horaires et jours de livraison ; de la livraison par palette Europe ; -Livraison par conditionnement non conforme au	50€ HT par non-respect constaté au-delà des deux premiers constats

marché (clayette non conforme) ;	
Non-respect des consignes de confidentialité	1000 euros HT par fait constaté

Toutes les pénalités sont appliquées sous la responsabilité de chaque établissement de santé.

L'application des pénalités exposées est laissée à l'appréciation de l'établissement de santé concerné en fonction des justifications apportées par le titulaire du marché. Plusieurs pénalités peuvent être cumulées.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui est admis à présenter ses observations à l'établissement concerné dans un délai de 7 jours ouvrés à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant.

Ces pénalités feront l'objet d'un avoir sur n'importe quelle facture du titulaire rattaché à l'exercice du présent marché ou d'un titre de recette émis par les établissements.

12.2 Caractère non-libératoire des pénalités

Les pénalités prévues par le présent marché présentent un caractère non-libératoire.

En conséquence, le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des services ou prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

13 EXÉCUTION PAR DÉFAUT

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas exécuté le présent marché selon les modalités du présent dossier de consultation, et si les nécessités de service l'exigent, ce dont les établissements de santé du Groupement Hospitalier de Territoire sont seul juge, la prestation concernée peut être assurée par un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire en défaut, sans qu'il soit besoin de le mettre autrement en demeure.

Les frais engagés par les établissements de santé seront déduits d'une facture présentée en paiement au profit du titulaire, ou à défaut, feront l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les Services Financiers des établissements de santé.

14 MODIFICATION DU MARCHÉ

14.1 Avenants

Le présent marché pourra être modifié par voie d'avenant émanant de la cellule des marchés publics du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, dans les conditions prévues aux articles R2194 du code de la commande publique.

Les modifications en cours de marché pourront notamment porter sur :

- l'ajout, la suspension ou la suppression de prestations ou de services prévus initialement au marché ;
- l'ajout, le retrait ou la substitution de référence de produits ;
- l'augmentation ou la diminution des quantités de produits prévues initialement au marché ;
- la modification de la durée du marché ;
- les conséquences d'une évolution réglementaire ou législative entraînant une modification du périmètre du marché ;
- des adaptations techniques éventuelles
- des aménagements sur les minimums de commande et des frais port.

14.2 Avenant de transfert

En cas de changement de dénomination sociale, de statut de la société, ou de rachat, le titulaire du marché doit, **impérativement et dans les meilleurs délais**, transmettre **par écrit** les informations nécessaires à la rédaction de l'avenant de transfert.

15 LIVRAISONS COMPLÉMENTAIRES

En application de l'article R. 2122-4 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour des livraisons complémentaires.
La durée de ces marchés ne pourra excéder trois (3) ans.

16 RÉSILIATION

Seules les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142 et R. 2143 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail conformément aux articles R. 2143 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

17 LITIGES

17.1 Compétence juridictionnelle

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

17.2 Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr, URL : rouen.tribunal-administratif.fr

☎ : 02 35 58 35 00 📠 : 02 35 58 35 03

18 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Article 5	Pièces contractuelles du marché	Dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS
Article 6.6.3	Bon de livraison	Dérogation à l'article 21 du CCAG FCS
Article 7	Prix	Dérogation à l'article 10 du CCAG-FCS
Article 12	Pénalités	Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS
Article 13	Exécution par défaut	Dérogation à l'article 45 du CCAG GCS

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 06/11/2025

Liste non exhaustive

Groupe Hospitalier du Havre :

Magasin alimentaire – Site Hôpital Jacques Monod

19 Avenue Pierre Mendès France

76 290 Montivilliers

M. Franck Cauvet

Tel : 02 32 73 43 92

Mail : franck.cauvet@ch-havre.fr

Horaire de livraison : 6h30 à 14h00 du lundi au vendredi

Groupe Hospitalier du Havre

Cafétéria Hôpital Jacques Monod

Accès à la cafétéria : Garer camion au quai -1 ; prendre l'ascenseur prévue pour des livraisons jusqu'au RDC et livrer à la cafétéria

Mme Catherine Valin

Tel : 02.32.73.43.77

Mail : catherine.valin@ch-havre.fr

Horaire de livraison : 07h00 à 11h00 du lundi au vendredi

Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)

100 Avenue du Président François Mitterrand

76400 Fécamp

M. PRUVOST Emmanuel

Tel : 02 35 10 90 06

Mail : emmanuel.pruvost@ch-fecamp.fr

Horaire de livraison: 8h00 à 14h30 du lundi au samedi

Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)

66 route de Lisieux BP431

27 504 Pont-Audemer

Cuisine Centrale

Quai de livraison près de la chapelle

Hauteur 37cm, 16 tonnes max.

Palettes max. 1,20m

Hayon et transpalette impératif

Mme Julie Bigoloni

Tel : 02 32 41 60 91

Mail : julie.bigoloni@ch-pont-audemer.fr

Horaire de livraison : 06h00 à 10h30 du lundi au vendredi

Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc

8 avenue du Général de Gaulle

76430 Saint Romain de Colbosc

M. ANGOT Cyrille

Tel : 02 32 79 59 92

Mail : cyrille.angot@hl-saintromain.fr

Horaire de livraison : 8h00 à 12h00 du lundi au vendredi

Groupe Hospitalier du Havre :
Magasin alimentaire – Site Hôpital Jacques Monod
19 Avenue Pierre Mendès France
76290 Montivilliers

M. CAUVET Franck
Mail : franck.cauvet@ch-havre.fr

M. LEDJOU Mounir
Mail : mounir.ledjou@ch-havre.fr

Mme FONTAINE Elodie
Mail : elodie.fontaine@ch-havre.fr

Groupe Hospitalier du Havre
Cafétéria Hôpital Jacques Monod
Mme Catherine Valin
Tel : 02.32.73.43.77
Mail : catherine.valin@ch-havre.fr

Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
100 Avenue du Président François Mitterrand
76 400 Fécamp
M. PRUVOST Emmanuel
Tel : 02 35 10 90 06
Mail : Emmanuel.pruvost@ch-fecamp.fr

Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
66 route de Lisieux
BP 431
27 504 Pont-Audemer
Mme BIGOLONI Julie
Tel : 02 32 41 60 91
Mail : julie.bigoloni@ch-pont-audemer.fr

Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
8 avenue du Général de Gaulle
76430 Saint Romain de Colbosc
M. ANGOT Cyrille
Tel : 02 32 79 59 92
Mail : cyrille.angot@hl-saintromain.fr